

Narcisse Jean Alcide Nana

Démilitariser l'économie ou déconstruire la démocratie ?

À l'ère des Républiques électroniques



*À Paul & Colette Nana
Pour tant de sacrifices dans l'amour*

PREFACE

Le cyclone dévastateur des « révolutions Arabes » ainsi que la répercussion sociale par effet domino du mouvement mondial *Occupy Wall Street* de 2011 ont eu le mérite de craqueler au passage le gyroscope stratégique du *realpolitik* et des Relations Internationales. La vision bipolaire obsessionnelle de la stabilité sous-régionale et internationale par le statu quo diplomatique et militaire n'a guère survécu aux insurrections démocratiques globales. L'universalisme de la démocratie libérale n'est plus une exception occidentale. L'étoile des partis politiques islamiques scintille désormais dans le firmament démocratique mondial. De Tunis à Sanaa en passant par Damas, la dynamique de contagion et l'effet d'imitation des crises sociopolitiques se sont vite propagés grâce aux nouvelles technologies de la communication. Internet, en effet, a affaibli les frontières nationales, politiques, idéologiques et économiques entre les pays et les régions du globe. Comme ultime frontière illimitée du commerce, de la communication moderne, de la projection du pouvoir politico-militaire et scientifique, internet a « dé-

territorialisé » l'espace démocratique, économique et même celui de la défense. La *technè* a façonné ses cybercitoyens – la Chine comptait en 2008-2009 pas moins de 488 millions de cybercitoyens – Le nouvel agora public et électronique domine les corridors du pouvoir. Partant, le monde a basculé dans l'ère des républiques électroniques.

Par leur contribution inestimable à déterritorialiser l'espace démocratique, les mouvements sociaux ont aussi mis à nu le nécessaire compromis de déterritorialiser l'espace économique. Par leur refus de divorcer exigences démocratiques et harmonisation incontournable des inégalités socio-économiques, les remous démocratiques versent dans la vision d'une dispersion du pouvoir économique tant au niveau local qu'aussi bien dans notre village mondial devenu un vase communicant. La dispersion du pouvoir économique exige une nouvelle architecture de sécurité sous-régionale et internationale au 21^e siècle.

En brochant un lien entre récession économique de 2008, fin du monétarisme et du keynésianisme et le crépuscule de la guerre industrielle, je prospecte aux frontières d'une nouvelle approche de la sécurité internationale à l'ère du digital sans toutefois succomber aux pièges d'une approche prescriptive. Du reste, la fin du monétarisme et du keynésianisme dicte la sagesse selon laquelle on ne saurait s'accommoder aisément d'une déconstruction politique et économique sans la nécessité d'une démilitarisation de l'économie. Les grandes mutations sociopolitiques et économiques qui restructurent les États au 21^e siècle ne peuvent laisser en hibernation la configuration d'une sécurité internationale largement

en dissonance par rapport à son temps. Une nouvelle architecture de sécurité internationale impose une refondation onéreuse de nos économies postindustrielles.

Cette œuvre se voudrait une contribution à la recherche dans le domaine des Relations Internationales avec un fort accent porté sur la sécurité internationale via les questions de sécurité économique et politique. Elle s'adresse aux étudiants et professionnels des Sciences Politiques. Mais elle a été écrite avec le souci d'emprunter un langage accessible pour toutes les personnes qui voudraient prendre la mesure des changements en cours dans la politique internationale.

I. Stabilité Sous-Régionale Et Sécurité Internationale au 21^e siècle

1.1. Déconstruction Diplomatique ou Démilitarisation de l'Économie ?

2011 marquera le passage du cyclone des révolutions populaires couvrant par effet domino le Maghreb et le Moyen-Orient. Ce cyclone dévastateur craquèle au passage, non seulement les fondations solides des colonnades de la stabilité sous-régionale, mais aussi le gyroscope stratégique du *realpolitik*. Les réactions convenues des diplomaties européennes ainsi que les tensions et l'activisme diplomatiques venus des rives du Potomac ont brillé autant d'improvisations que d'une brusque constipation de circonstance face à la nouvelle donne qui semble avoir bien prit de cours les vétérans des Affaires Etrangères. La diplomatie Française semblait particulièrement en panne et même une espèce en

voie d'extinction. Le vent de relève forcée de la vieille garde, à Tunis comme au Caire, est venu mettre à nu les symptômes d'un malaise diplomatique profond. Les Relations Internationales charrient dans leur encre le poids des cadavres encombrants d'un monde bipolaire qui se refuse à faire ses adieux, et ce, envers et contre la fin de la période post-Guerre Froide.

Les dogmes promulgués *ex-officio* de plusieurs siècles d'un *realpolitik* confortablement arc-bouté sur le socle d'un monde bipolaire furent longtemps et encore la vulgate classique indépassable dans le corridor des diplomaties Occidentales. Réalistes autant que neocons s'y sont abreuvés jusqu'à l'ivresse au point de momifier invariablement les Relations Internationales sous le sarcophage d'un manichéisme éprouvé. Un manichéisme diplomatique a dessiné une cartographie délimitant les frontières et la perception des menaces réelles ou supposées des États ainsi que l'élection géopolitique de leurs alliés stratégiques indéfectibles. L'axe du mal, les États voyous ou kleptocrates, les sanctuaires d'*Al-Qaeda* au Maghreb et en Asie, la prolifération nucléaire, les armes de destruction massive et la psychose de la *burqa*. Tel fut égrené le chapelet des menaces contre la démocratie et le progrès. Ces menaces constituent autant de versions hybrides, recyclées, adaptables à merci sur la vieille tunique mille fois taillée de la peur du rouge communiste qui grimace à longueur de notre histoire.

L'autorité doctrinale de Fritz C. Kramer et Henry Kissinger semble, en la matière, avoir proféré des oracles immuables pour les diplomates. Toute politique étrangère est au service de la poursuite

stricte des intérêts nationaux et la diplomatie en abstraction de la menace ou de la force armée est édentée. La puissance économique n'étant pas à elle seule un substitut à la force militaire, il s'imposait d'armer les alliés stratégiques comme gage de stabilité politique et économique. Des alliés stratégiques répressifs au plan national reçurent l'onction de céroféraires dévots des intérêts géostratégiques. Autant ils servaient efficacement les intérêts stratégiques de l'Occident, autant ils ramaient à contre-courant des vagues d'aspirations légitimes de leur peuple. Autant Hosni Moubarak était un gardien fidèle du temple de la stabilité au Moyen-Orient, autant, il constituait malgré lui, un pôle d'aliénation aux yeux des descendants de pharaons. Ainsi, 70 ans de *realpolitik* de l'Oncle Sam et ses alliés au Moyen-Orient ont sacrifié et éclipsé sur les autels de la stabilité gérée aux canons l'exigence démocratique et l'émergence économique. Par an, Washington pourvoit presque \$2 milliard de dollars sous forme d'assistance militaire et économique à l'Égypte, soit l'équivalent de \$30 par personne en aide étrangère contre \$4 dollars pour le Ghana. Aujourd'hui, un bilan notoire d'échec et de stagnation économique. La sous-région est une tour de Babel d'accords de paix signés sur des notes de discordes convenues, entretenues et renouvelables à perpétuité. Ni paix, ni stabilité que vient renforcer un taux de chômage structurel.

Au soir de la chute de Moubarak le 11 février 2011, une brèche béante de remise en cause de nos crédos diplomatiques se fissurait à coup d'usure abusive. Il devenait impérieux de tirer du sac de la crise politique Égyptienne une double mouture de

stabilité sous-régionale par les sentiers du bureau de change de l'alternance démocratique. Jadis, les neocons naviguaient le Moyen-Orient et l'Afrique sous la boussole d'une feuille de route aux recettes d'exigence de changement de régime par la démocratie. Le 5 septembre 2008, la visite de Condoleeza Rice sous les tentes du Guide Libyen scellait le retour de Tripoli sous les bons auspices de la communauté internationale. La Libye faisait figure d'une parenthèse démocratique d'exception pour autant que rien ne perturbe le flot continu du pétrole. Aujourd'hui, le monde entier a succombé aux délices des saveurs du menu des démocraties *halal*. Un contre-pied déboussolant pour la propagande violente de la nébuleuse d'*Al-Qaeda* qui faisait de l'Occident le seul porte-étendard de la démocratie et des droits de l'Homme. Samuel P. Huntington, dans son *Clash of Civilizations* nous prophétisait des orages menaçants des futurs conflits post- Guerre-Froide autour des identités religieuses et culturelles. Dans sa vision dichotomique, l'islam partait tout droit en guerre contre l'Occident chrétien. Et le Caire nous a servi une nuit culturelle des noces de la Croix et du Coran.

L'instrumentalisation à outrance du terrorisme et les menaces de la guerre industrielle peuvent justifier des dépenses de sécurité mais n'équivalent pas la vision d'une politique étrangère. Bien au contraire, la fixation terroriste a fait ombrage aux enjeux profonds de sécurité économique, de démocratie et de sécurité internationale. Retour donc à une vérité cardinale. C'est autour des citoyens concrets, de leur bien-être et du Bien Commun que doivent graviter les Relations Internationales et non sur le postulat de